

## Mon beau Jean

John Willis

Numéro 136, hiver 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/90371ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Willis, J. (2019). Mon beau Jean. *Cap-aux-Diamants*, (136), 35–36.

# MON BEAU JEAN

**N**é à Alma, Jean Martin (1956-2018) est de deux ans mon cadet. Comme Andrée, Marc, moi et d'autres, il s'inscrit en géographie historique à l'Université Laval. J'ai étiré le doctorat sur plusieurs années, pas Jean. Je me vois encore au gym de l'école secondaire Grande-Rivière (en Outaouais), dans les années 1990, assistant à une activité sportive de ma nièce, la thèse de Jean sur l'industrie forestière du Bas-Canada, ouverte sur les genoux. Il y évoque l'expérience de ces « *penny capitalists* » entrepreneurs d'un soir qui faisaient la récolte du bois dans une région avant de transporter leurs pénates ailleurs pour en faire autant. L'équipe des archéologues de Parcs Canada a trouvé maintes traces de moulins – coffrages avec empierement, roues, chaudières, écluses à charpente, écluse à caisson – le long de la côte de Charlevoix jusqu'aux Escoumins. Ce sont autant de micro-témoins d'un passé industriel révolu.

Après quelques années passées à Longueuil, Jean débarque à Ottawa pour joindre la Direction de l'histoire et du patrimoine du ministère de la Défense. Sa mission : enrichir la perspective géographique dans l'étude de l'histoire militaire. Il se spécialise dans l'étude de la Première Guerre mondiale et devient responsable de la formation des guides sur les sites de Vimy et de Beaumont-Hamel. Géographe de formation et homme de terrain – il s'agit d'un rôle de composition pour ce grand amateur de vélo, de badminton et de course à pied –, il visite les cimetières de la Grande Guerre. Il aperçoit bon nombre de noms canadiens-français sur les pierres tombales. À chaque pas, il accumule les indices qui l'amènent à remettre en question



Jean Martin sur le vif et tout sourire, en France, en 2016. (Collection privée).

l'interprétation traditionnelle de la Grande Guerre à l'effet que les Canadiens français n'ont pas fait leur part. Foutaise sera la réponse de Jean Martin qui, par ailleurs, interroge certains symboles de l'effort de guerre canadien, dont la bataille de Vimy, qui n'est pas, à son avis, un moment essentiel de la construction de la nation canadienne, car on a oublié l'une des deux nations.

Jean cherche à établir avec plus de précision la véritable contribution des francophones à la guerre. Il dépouille les archives et met de l'avant des chiffres. Il y eut, selon ses calculs, non pas 15 000 enrôlés francophones dans les forces canadiennes, mais plutôt 36 000. À ce nombre, il faut ajouter 39 000 conscrits, pour un total de

75 000. La contribution des francophones augmente au fur et à mesure que la guerre avance. Le Canada déploie une stratégie spécifique de recrutement chez eux, tard en 1915 et en 1916 et 1917, après des efforts plutôt boiteux en début de conflit. Le *Military Service Act* est approuvé par le Parlement canadien en août 1917. Cette législation, qui autorise la conscription, a pour effet d'encourager plus de francophones à s'enrôler volontairement. Certains associent l'effort de guerre des francophones à une seule unité, le 22<sup>e</sup> bataillon dont la base se trouve à Québec. Les *Vandoos* occupent une place importante dans nos annales militaires. Cependant, Martin nous rappelle que, outre les échanges entre hommes et officiers, le 22<sup>e</sup> fonctionne

en anglais comme le reste de l'armée. Malgré leurs difficultés avec la langue, les francophones s'engagent dans l'armée à l'extérieur du Québec. Plusieurs intègrent des unités anglophones dans les quatre provinces de l'Ouest. Étant donné la forte mobilité des Canadiens français et des Acadiens à l'échelle du continent, il n'est point surprenant de les trouver ailleurs que dans la vallée du Saint-Laurent ou dans la péninsule acadienne lors du déclenchement de la guerre, en août 1914. Il s'agit d'une population qui bouge et qui cherche du travail à l'extérieur de l'aire paroissiale et villageoise. L'argument de Martin, inspiré des plus récents travaux sur la mobilité francophone, nous rappelle qu'à cette époque la migration est la règle et non l'exception.

Que dire des anglophones? Font-ils leur juste part? Martin offre une réponse nuancée. Les anglophones du Québec seraient un peu sous-représentés dans l'armée. Au début du conflit, l'ensemble des anglophones nés au Canada ne représente qu'une

minorité des fantassins dans les deux premiers contingents du Corps expéditionnaire canadien (CEC), c'est-à-dire 31 % du total. Au début, la vaste majorité (62 %) des soldats du CEC est composée de gens nés au Royaume-Uni. La Grande-Bretagne est leur mère patrie, le Canada une simple colonie. Pour ceux-ci, la guerre est : « *Britain's war and therefore our war* ». Ils parviennent à imposer cette vision anglophile du pays durant la guerre et après pour des décennies. En 1914, le Canada n'est pas comme il était en 1867. Il est la destination de centaines de milliers d'immigrants du Royaume-Uni; plus de 614 000 pour les seules années 1909-1914. Il est donc davantage britannique. Le ciment qui compose la société n'est pas encore pris. Il est peut-être difficile de parler de l'armée comme institution canadienne!

Les travaux de Jean Martin vont à l'encontre des principales interprétations de la Grande Guerre. L'enjeu est important. Une bonne partie de la mésentente entre les deux solitudes

au XX<sup>e</sup> siècle provient du manque de compréhension du rôle de chacune dans cette guerre. Les uns, Canadiens anglais, se posent en héros du conflit qui est un fondement de la *Canadian Nation*. Les « *Frenchie*s » n'ayant pas fait leur part, on se réserve moralement le haut du pavé. Chez les Québécois, on retient comme souvenir la vague de contestations contre la conscription, dont les émeutes dans la Basse-Ville de Québec, au cours du printemps de 1918, constituent le point culminant. Ces contestations représentent une rupture entre le Canada anglais et le Canada français. Mais il n'y a pas lieu d'occulter l'étendue de l'implication des francophones dans la guerre. Il suffit de se promener comme Jean sur les champs de bataille – voici les tombes de Laviolette, les deux frères Chénier de Buckingham aux côtés des Smith, McRae... – ou de regarder les photos historiques montrant les usines de guerre sur les plaines d'Abraham, pour en arriver à la conclusion que les Canadiens, français et anglais, ont beaucoup donné. Exercice de tuerie sans pareil dans l'histoire de l'humanité, moment phare dans l'avènement de la modernité, selon Modris Eksteins, la Grande Guerre regorge de détails et de conséquences parfois inattendues, comme nous le rappelle Tim Cook. Pensons à l'octroi du droit de vote aux femmes, à l'avènement de l'impôt sur le revenu, à la mise en place de meilleurs systèmes de santé. On pourrait ajouter aussi la renaissance d'un mouvement ouvrier autour de la grève de Winnipeg, en 1919. Il est possible que les historiens nous surprennent en parvenant à mieux situer la part des uns et des autres dans cet affreux conflit. Notre métier gagnerait en pertinence, car le devoir de mémoire – celui d'interroger de manière critique – relève de nous. Et mon beau Jean serait content.



Par un temps frais, Jean, toujours un gars de terrain, assume la formation d'une équipe de guides sur le site de la bataille de Vimy. (Photo : Mémorial canadien de Vimy).

**John Willis, historien conservateur,  
Musée canadien de l'histoire**